
David Chemla

est président de « La Paix Maintenant » et auteur
de *Bâtisseurs de paix*, Liana Levi, Paris, 2005.

Israël : un nouveau gouvernement, pour combien de temps ?

Près de deux mois ont été nécessaires à Benyamin Netanyahou pour former son gouvernement après les élections législatives du 10 février dernier, deux mois de tractations pour aboutir à une coalition soutenue aujourd'hui par 74 députés. Le Likoud, parti du Premier ministre, n'a obtenu que 27 députés. Il a même été devancé par le parti centriste Kadima. Il faut remonter aux élections de 1992 pour trouver une Knesset avec un parti majoritaire ayant obtenu plus de 30 % des voix (44 députés aux travaillistes sous la direction de Rabin).

Depuis, cinq élections et sept gouvernements se sont succédés. Cette instabilité gouvernementale est une caractéristique constante de la politique israélienne depuis la création de l'État. Elle est la conséquence d'un système électoral à la proportionnelle mis en place depuis 1920, date de la première élection de l'Assemblée des représentants du Yishouv¹, parce qu'il favorisait l'intégration des communautés et accordait une légitimité à l'État en devenir. Mais dès 1949 Ben Gourion avait compris la nécessité de réformer ce système qui entraînait

la multiplication des listes (vingt-et-une listes déjà en 1949 pour une population de 700 000 habitants). Malheureusement toutes les tentatives pour le changer ont échoué jusqu'à présent, à l'exception de celle visant à élire le Premier ministre au suffrage universel qui fut abandonnée après trois échéances (1996, 1999 et 2003).

Lors des dernières élections, douze listes ont réussi à dépasser le seuil de représentation fixé à 2 %, une vingtaine d'autres listes se répartissant les 200 000 voix perdues. Seul le Likoud était en mesure de former un gouvernement de coalition soutenu par 65 députés issus de ses alliés naturels situés à sa droite ou à son extrême droite. Mais

Seul le Likoud était en mesure de former un gouvernement de coalition soutenu par 65 députés issus de ses alliés naturels situés à sa droite ou à son extrême droite.

Mais Netanyahou, conscient de la nécessité de disposer d'un gouvernement plus présentable et de l'attente du public d'une union nationale, ne voulait pas d'une coalition trop marquée à droite.

Netanyahou, conscient de la nécessité de disposer d'un gouvernement plus présentable et de l'attente du public d'une union nationale, ne voulait pas d'une coalition trop marquée à droite. Lors de sa précédente mandature, de 1996 à 1999, il l'avait expérimentée et son gouvernement était tombé. Privilégiant une coalition plus large, pour avoir une marge de manœuvre dans le cas où il serait obligé de faire des concessions sous la pression américaine, il n'a pas réussi à persuader Tzipi Livni à se joindre à lui avec les 28 députés de Kadima ; par contre il a obtenu le soutien du Parti travailliste. Comment expliquer cette situation où l'opposition va être dirigée par un Parti centriste alors que le gouvernement sera soutenu par une coalition de droite associée au Parti travailliste ?

Cette question nous renvoie à l'histoire du Parti travailliste. Ce parti a toujours été un parti de gouvernement. De 1933, date à laquelle il prit le contrôle du mouvement sioniste, jusqu'à 1977, date de l'accession au pouvoir de Menahem Begin, leader historique de la droite, ce parti dirigea le pays et exerça son influence sur tous les secteurs de la société. Depuis, pendant les périodes où ils n'étaient pas au pouvoir, ses dirigeants ont été incapables de constituer une force d'opposition parce qu'ils n'ont pas de culture d'opposition. La création de Kadima par Ariel Sharon, avec des transfuges du Likoud et du Parti travailliste, lui a posé une question d'identité. Malgré ses premières déclarations, à l'issue des élections, appelant à faire une cure d'opposition pour se refonder, Ehud Barak a obtenu que la majorité du parti (58 %) soutienne sa proposition d'entrer dans le gouvernement. Ce vote a été obtenu sous la pression de certains travaillistes d'une part qui, avec Barak, ne voulant pas que leur parti devienne le second parti d'opposition, ont choisi de rester associés à la direction du pays compte tenu des enjeux sécuritaires et diplomatiques, et d'autre part du dirigeant de la Histadrout², Ofer Eini, qui aurait obtenu de Netanyahou, semble-t-il, des garanties, importantes en cette période de crise, sur sa poli-

tique économique. Rabin disait en son temps que nous n'avions pas un second Israël en réserve face à la politique du pire quand certains prônaient de laisser un gouvernement de droite aller droit dans le mur. Responsabilité nationale face à responsabilité partisane, tel a été le dilemme des travaillistes. Il n'est pas sûr qu'ils aient fait le bon choix. Ne valait-il pas mieux laisser la droite majoritaire mener sa politique et en supporter seule les conséquences et parallèlement reconstruire le parti en tant que véritable alternative de gauche ?

L'autre grand partenaire de Netanyahou au gouvernement est Israël Beitenou, dirigé par Avigdor Lieberman, qui a obtenu quinze mandats. Ce parti a fait toute sa campagne sur le thème de la citoyenneté, visant clairement les citoyens arabes israéliens auxquels il demande un engagement de fidélité comme condition nécessaire au droit de nationalité, donc aux droits civiques, remettant en cause les principes de la Déclaration d'indépendance. La réussite électorale de ce parti, soutenu majoritairement mais pas uniquement par des juifs issus des anciennes républiques soviétiques, est un des signes du glissement à droite de la population. Cependant la nomination au poste de ministre des Affaires étrangères de Lieberman, qui avait déclaré que Moubarak pouvait aller en enfer en raison de son refus de se rendre en Israël, et dont la première déclaration a été d'affirmer qu'Israël n'était pas lié par les engagements de la Conférence d'Annapolis (27 novembre 2007), va poser rapidement des problèmes à la diplomatie israélienne.

L'autre grand partenaire de Netanyahou au gouvernement est Israël Beitenou, dirigé par Avigdor Lieberman, qui a obtenu quinze mandats. Ce parti a fait toute sa campagne sur le thème de la citoyenneté, visant clairement les citoyens arabes israéliens auxquels il demande un engagement de fidélité comme condition nécessaire au droit de nationalité, donc aux droits civiques, remettant en cause les principes de la Déclaration d'indépendance.

Toutes ces tractations entre les partis illustrent une fois de plus la fameuse phrase de Kissinger qui avait déclaré qu'Israël n'avait pas de politique extérieure, mais seulement une politique intérieure. Les dirigeants des différents partis, contraints de négocier entre eux une plate-forme de gouvernement, se trouvent ensuite incapables de négocier avec leurs voisins sans mettre en péril leur coalition gouvernementale.

La première conséquence de ces tractations est la constitution d'un gouvernement pléthorique qui va coûter, selon les estimations, 6,5 milliards de shekels (environ 1,58 milliard de dollars) au cours des prochaines années, résultat des promesses que Netanyahu a dû faire à ses partenaires de coalition. Le ministre des Finances sortant, Ronnie Bar-On, a averti que les engagements pris ne pourront pas être satisfaits suite à l'augmentation du déficit budgétaire³ et à l'aggravation de la crise économique.

Face à ce gouvernement, Tzipi Livni a réussi, en rassemblant sur son nom une majorité d'électeurs, à crédibiliser l'existence d'un parti centriste. Rappelons que les précédentes tentatives de création d'un parti du centre, Shinoui en 2003 et Dash en 1977, n'avaient pas survécu aux élections suivantes. Livni a refusé d'entrer dans ce gouvernement parce qu'elle n'avait pas obtenu l'accord de Netanyahu pour une alternance au poste de Premier ministre au bout de deux ans, ni la garantie qu'il s'engagerait fermement sur la solution à deux États. De plus, consciente de devoir la victoire électorale relative de Kadima à de nombreux électeurs de gauche ayant choisi de voter « utile », elle a affirmé vouloir respecter leur vote. En se positionnant comme la « Madame Propre » de la politique israélienne, elle renforce sa crédibilité et, à la différence de Barak, elle sait qu'elle sera la seule alternative à Netanyahu. Son problème actuel, à la tête d'une opposition fragilisée par l'entrée dans la coalition des travaillistes, est sa capacité à conserver l'unité de son parti au sein duquel se trouvent des personnalités comme Shaul Mofaz, proche idéologiquement de Netanyahu, et

qui était partisan d'entrer dans le gouvernement. N'oublions pas que Kadima est encore un parti jeune, sans véritable assise électorale dans le pays, et qui plus est a une plate-forme économique libérale assez proche de celle du Likoud.

Tzipi Livni consciente de devoir la victoire électorale relative de Kadima à de nombreux électeurs de gauche ayant choisi de voter « utile », a affirmé vouloir respecter leur vote. En se positionnant comme la « Madame Propre » de la politique israélienne, elle renforce sa crédibilité et, à la différence de Barak, elle sait qu'elle sera la seule alternative à Netanyahu.

En conclusion, le résultat de ces élections marque l'affaiblissement des partis sionistes historiques : le Parti travailliste n'a pas entrepris sa refondation, le Meretz n'a pas réussi malgré son élargissement à d'autres personnalités à se poser en alternative de gauche ; au contraire le vote utile a joué contre ces deux partis. Mêmes les partis de droite sionistes ont perdu des voix au profit de la liste populiste de Lieberman. Les Israéliens dans leur majorité n'ont pas voté par choix idéologique, mais pour ou contre des personnes, d'autant plus, que suite à une succession d'affaires⁴, la classe politique est globalement déconsidérée. Comme partout aujourd'hui, la politique se déroule à la télévision et la question de la paix, à laquelle peu de gens croient encore, ne fait pas monter l'audimat. Cette perte de confiance en la paix s'accompagne, parallèlement toujours d'un soutien à la solution de deux États, comme le montre régulièrement tous les sondages. Comment expliquer ce paradoxe ? La majorité de la population est convaincue de la nécessité de créer un État palestinien, certains même étant persuadés que celui-ci existe plus ou moins déjà, montrant à quel point ils ignorent la situation réelle des Palestiniens sous occupation. Mais cette majorité a aussi interprété les tirs de roquettes sur les villes du Sud, suite au retrait de Gaza, comme la signification du

refus des Palestiniens de la solution de deux États. La non reconduite du cessez-le-feu par le Hamas en décembre dernier a renforcé ce sentiment et explique le large soutien à l'opération menée à Gaza. Devant cette situation, le gouvernement sortant a fait cette guerre pour éviter de donner un avantage électoral à la droite et à l'extrême droite, mais il n'en a tiré aucun bénéfice, surtout quand le Hamas a repris ces tirs après le cessez-le-feu⁵. Encore une fois, comme cela est le cas depuis des années, le Hamas a voté Likoud, préférant avoir la droite au pouvoir en Israël de façon à prouver au monde et aux Palestiniens qu'il n'y a pas d'interlocuteur en Israël pour négocier, justifiant ainsi sa politique de refus. Ehud Olmert, qui se disait prêt à passer un accord avec les Palestiniens, en choisissant l'affrontement militaire, a envoyé un double message contradictoire aux électeurs qui

ont préféré voter, puisqu'une politique de force était nécessaire, pour l'original plutôt que pour la photocopie. En quittant le gouvernement Sharon une semaine avant le désengagement de Gaza, Netanyahu avait perdu les élections suivantes. Mais son crédit était remonté quand ses prédictions sur l'absence de sécurité qu'apporterait ce retrait se sont avérées justes. Son image d'homme fort lui permettra-t-elle d'affronter les opposants au sein de son propre parti si sous les pressions que l'administration Obama se prépare, semble-t-il, à exercer, il accepte de s'engager vers des compromis ? Quant à sa politique économique libérale qui lui avait valu des succès en tant que ministre des Finances de Sharon de 2003 à 2005, sera-t-elle encore efficace alors que de plus en plus de couches défavorisées sont touchées par le chômage et la crise ? Enfin réussira-t-il à conserver l'unité de cette coalition hétéroclite entre les laïques d'Israël Betainou⁶ et les religieux du Shas, entre les travaillistes partisans de la solution à deux États et ses opposants au sein du Likoud ? Bibi⁷ tiendra-t-il les promesses contradictoires faites à tous ses partenaires ? N'oublions pas qu'on l'avait surnommé « Le menteur » suite à sa précédente mandature comme Premier ministre !

L' image d'homme fort de Netanyahu lui permettra-t-elle d'affronter les opposants au sein de son propre parti si sous les pressions que l'administration Obama se prépare, semble-t-il, à exercer, il accepte de s'engager vers des compromis ?

1 : Surnom de la communauté juive préexistant à l'État pendant la période du mandat britannique sur la Palestine.

2 : La Histadrou est le syndicat le plus important du pays.

3 : Le budget de l'État est déjà déficitaire de 45 à 50 milliards de shekels (environ de 11 à 12 milliards de dollars) cette année en raison de la baisse des recettes fiscales, des dépenses résultant de l'opération militaire à Gaza et des autres demandes liées à la Défense, a indiqué Shlomo Maoz, économiste en chef de la société de bourse, Excellence Nessuah.

4 : Un ancien président accusé de viol, un Premier ministre sortant accusé de corruption et un ancien ministre des Finances accusé de vol !

5 : Sderot, Ashkelon et Beer Sheva, villes ayant subi des tirs de roquettes, ont voté en moyenne à 62 % pour l'ensemble des partis de droite et d'extrême droite (Likoud, Israël Beteinou, listes religieuses de droite) et à 23 % pour les listes travaillistes, Kadima et Meretz.

6 : Dans son programme, ce parti s'est engagé vis-à-vis de ses électeurs russophones, dont beaucoup ne sont pas considérés comme des juifs par le rabinat, à mettre en place des mariages civils.

7 : Bibi est le surnom donné à Benyamin Netanyahu.